Michel HAMARD, *La famille La Rochefoucauld et le
duché-pairie de la Roche-Guyon au XVIII^e siècle.
Reconnaissance royale et puissance locale*

Paris, L'Harmattan, 2008, 462 pages, ISBN 978-2-296-06960-2, 40 €

Guy Lemarchand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11560>

DOI : 10.4000/ahrf.11560

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 178-181

ISBN : 978-2-200-92560-4

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Guy Lemarchand, « Michel HAMARD, *La famille La Rochefoucauld et le duché-pairie de la Roche-Guyon au XVIII^e siècle. Reconnaissance royale et puissance locale* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 358 | octobre-décembre 2009, mis en ligne le 29 juillet 2010, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11560> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11560>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Michel HAMARD, *La famille La Rochefoucauld et le duché-pairie de la Roche-Guyon au XVIII^e siècle. Reconnaissance royale et puissance locale*

Paris, L'Harmattan, 2008, 462 pages, ISBN 978-2-296-06960-2, 40 €

Guy Lemarchand

RÉFÉRENCE

Michel HAMARD, *La famille La Rochefoucauld et le duché-pairie de la Roche-Guyon au XVIII^e siècle. Reconnaissance royale et puissance locale*, Paris, L'Harmattan, 2008, 462 pages, ISBN 978-2-296-06960-2, 40 €

- 1 Cette thèse de doctorat s'inscrit dans la lignée des études de domaines nobiliaires et de familles de la haute aristocratie qui se sont multipliées depuis 1960 et pour lesquelles la théorisation sociologique de N. Elias sur la société de cour (1985) et la recherche de J. Dumas sur les Bourbon-Penthièvre (1995) ont donné un bel élargissement à l'histoire sociale en liant la description des carrières des membres d'une famille, celle des bases de leur richesse et celle de leur puissance administrative et politique. Pour ce faire divers concepts sont essentiels : « nébuleuse » (ensemble de propriétés dispersées formant une unité relative autour d'un bien principal), clientèle (pouvoir sur des dépendants par l'emploi et le marché offert des produits commerciaux ainsi que par l'influence exercée à travers la présence à la cour et l'étendue des domaines), réseau (relation fréquente établie par la parenté ou les affaires ou la communauté d'intérêt intellectuel entre individus de conditions différentes). Les sources dépouillées par M. Hamard sont de qualité comme souvent lorsqu'une grande fortune peut s'offrir un

appareil de gestion important : chantier volumineux avec aveux et dénombrements, comptes annuels détaillés de 1732 à 1761, actes du notariat local avec séries de baux. Il a centré son travail sur la période 1728 à 1768 où se succèdent à la tête de la famille La Rochefoucauld le duc Alexandre 1690-1762 et sa fille Elisabeth mariée au marquis d'Anville (1716-1797).

- 2 L'auteur s'est longuement attaché à l'analyse de ce qui est probablement le cœur de la richesse et de la puissance de la famille, le duché de La Roche-Guyon (Val d'Oise). Situé de telle manière qu'il peut profiter pleinement de l'essor de l'économie marchande, en Vexin français, contrôlant la Seine entre Mantes et Vernon et, au-delà, entre deux grandes villes du royaume, Paris et Rouen, il s'étend sur 15 000 ha (et non 1 500 comme le fait écrire une faute d'imprimerie ?) et est composé du revers du plateau livré aux labours et à un vaste massif forestier de 1 500 ha, des coteaux ensoleillés où pousse un vignoble donnant aux citadins proches un vin courant et des herbages de fond de vallée et d'îles. Toutefois encore au milieu du XVIII^e siècle et dans une province réputée pour l'amenuisement précoce de la vieille organisation rurale médiévale, le modernisme de l'économie n'empêche pas le maintien des structures de la féodalité classique bien vivantes. Érigé en duché en 1621 – la « reféodalisation » du XVII^e siècle – le domaine recouvre 17 paroisses, une vingtaine de seigneuries, et il compte, en 1714, 2433 feux (10 000 habitants). Les fiefs qui en sont mouvants prêtent toujours au suzerain un hommage simplifié et lui rendent le droit de quint et requint. Pour les manants qui lui sont soumis, on retrouve la liste habituelle de leurs obligations du cens jusqu'aux lods et ventes, sans oublier une corvée de quelques jours par an. Pour le seigneur duc, le plus précieux est constitué par la banalité du pressoir associé au droit de banvin, le droit de pêche et davantage encore le péage sur Seine avec le monopole des bacs qui peuvent procurer 36 à 50 % du revenu brut total. Quant à la réserve seigneuriale, elle est faite de 2245 ha dont 60 % en forêt, laquelle procure 40 % du revenu et profite de la hausse du prix du bois caractéristique de l'époque. Évidemment est établie une haute justice qui est plus essentielle que ne le dit l'auteur. Si, comme souvent au dernier siècle de l'Ancien Régime, elle n'a guère de rentabilité financière, elle est un fort moyen de pression sur les dépendants, ayant même juridiction sur la forêt à l'exclusion des maîtrises royales voisines, détenant non seulement le petit criminel, mais également un pouvoir réglementaire quasi-municipal. D'ailleurs le duc ne s'y trompe pas, qui fait construire une nouvelle audience en 1746.
- 3 Tout cet ensemble est administré par un personnel nombreux, spécialisé et bien payé, d'une vingtaine d'officiers et serviteurs, avec au sommet le receveur général qui n'est rien moins qu'avocat au parlement et qui reçoit 1520 l.t. par an, le bailli de justice, le concierge chargé en fait de la surveillance de tous les travaux, le capitaine des chasses et 11 gardes forestiers, sans parler, employé officieux, du tabellion du lieu. En outre « Monseigneur » fait vivre en bonne partie une centaine d'ouvriers et artisans assurant l'entretien du domaine et les constructions nouvelles. Il baille terres et droits à plus de vingt fermiers, adjuge la coupe des bois à une centaine de marchands, domine la vente du vin local. S'ajoute une domesticité dont le nombre et le vêtement marquent la haute aristocratie : 28 personnes en 1761 auxquels il faut adjoindre 2 écuyers, peut-être restes de tradition chevaleresque, chargés de la direction de l'écurie, un architecte, un maître d'hôtel, un jardinier (chef). Enfin le nom du duc rayonne dans la région aussi grâce à ses générosités et charités : il verse des rentes à 21 familles de nobles proches et de

membres du personnel et encore 22 pensions viagères à des domestiques affectionnés ou dans le besoin.

- 4 Cependant dans ce monde encore façonné par la féodalité, le capitalisme croît en symbiose, au moins au stade marchand. Si les vigneronns demeurent bien modestes, apparaissent parmi les fermiers des droits seigneuriaux et les marchands de bois quelques entrepreneurs venus des petites villes proches comme Bisson de la Roque, négociant de Gaillon, employeur de salariés, ou Pierre Reinville de Vétheuil, l'une des paroisses du duché, qui s'associe avec d'autres marchands pour emporter des adjudications de bois de plus de 6 000 l.t. Les uns et les autres se portent aussi caution pour les locations de terres et ils recherchent l'alliance d'officiers du duché pour placer leurs filles à marier ou offrir une place à leurs fils, constituant un réseau qui prospère à l'ombre du seigneur. Et, quand elle le peut, cette bourgeoisie passe à la noblesse tel Mathieu Gouttard, intendant du duc Alexandre de 1728 à 1768 et fils de l'intendant précédent, qui est anobli par l'achat d'une charge de secrétaire du roi, ce qui lui permet d'étendre ses relations d'affaires. Mathieu, usurier et créancier enrichi par les prêts d'argent et par la constitution d'un patrimoine foncier et seigneurial en Vexin et Dunois laisse en 1781 une succession de 615 000 l.t. Son fils devient même marquis et maître d'hôtel du roi.
- 5 Mais La Roche-Guyon n'est qu'une partie du patrimoine des La Rochefoucauld. D'abord ils possèdent sept autres seigneuries et ensembles de terres qui vont de la Picardie à l'Aquitaine, avec aussi un hôtel à Paris, le tout valant vers 1750 6,2 m. l.t. et donnant 155 000 l.t. de recette, soit 62 % du revenu total du duc, ce qui le classe parmi les aristocrates les plus riches de France. Les autres composantes de sa fortune soulignent une fois de plus le lien jusqu'à une certaine connivence entre monarchie et noblesse de cour. En effet 20 % de ses encaissements annuels viennent de sa charge de Grand Maître de la garde-robe, appointements qu'Alexandre conserve toute sa vie, en dépit de son renvoi de Versailles à cause du rôle qu'il a joué en 1744 dans la répudiation provisoire de la maîtresse du roi. De plus des placements en rentes publiques (sur la ville de Paris, sur la généralité de Poitiers...) apportent 20 000 l.t. par an. Percevant donc plus de 300 000 l.t. annuellement, démentant la légende cultivée au XIX^e siècle d'une aristocratie désintéressée et follement prodigue, le duc et sa fille gèrent rigoureusement leurs deniers, assistant même à la conclusion des baux de location de leurs biens et n'oubliant pas de faire rejeter sur les preneurs le poids d'accidents éventuels d'exploitation. En contrepartie, les dépenses du duc sont aussi massives que les recettes, avec tant pour les bâtiments et le château que pour l'habillement, la volonté de donner le spectacle du luxe et le goût de la représentation d'une personne qui se doit de tenir son rang. Et afin d'avoir toujours des liquidités abondantes pour la vie courante, il n'hésite pas à emprunter en rentes auprès d'un comte comme auprès de son valet de chambre, ce qui ne l'empêche pas d'accroître son patrimoine au long de ces décennies par des acquisitions foncières et l'agrandissement de son château, si beau qu'il fut en 1944 le quartier général de Rommel commandant le front de Normandie, ce que ne mentionne pas M. Hamard. Vivre largement, participer à la société éclairée par la correspondance et les réceptions (la duchesse Elisabeth avec Turgot...) sans éclat personnel et sans même tenter de se faire agronome, telles apparaissent les personnalités un peu ternes d'Alexandre et d'Elisabeth qui, malgré son penchant pour les Lumières, ne manqua tout de même pas de rompre avec la Révolution en 1792.

- 6 Seul regret devant cette forte étude : que l'auteur n'ait pas étendu la comparaison avec les domaines d'autres provinces telles la baronnie du Neubourg en Normandie vue par A. Plaisse (1961), la baronnie de Rennes en Languedoc de R. Descadilles (1964) ou la seigneurie de l'Étoile en Bourgogne vue par S. Dontenwille (1973). De même ne faudrait-il pas un jour tenter une autre comparaison : avec les magnats de Pologne, de Bohême, de Hongrie ou des principautés roumaines si puissants économiquement et politiquement ? En tout cas, avec M. Hamard, on saisit une aristocratie qui garde le sens de ses intérêts et, selon une pesanteur difficile à éviter, penche bien du côté de la tradition conservatrice malgré une mise formelle au goût du jour. Belle démonstration.